ARRETE de VOIRIE portant PERMIS de STATIONNEMENT N° 2023/PM/165

Nous, Maire de la Commune de CARBONNE

Vu les articles L 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu le Code de la route,

Vu la demande présentée le : 26 Novembre 2023

Par : Monsieur LAFONTAS Laurent, lors de travaux de réfection enduit et façade situé 28 rue Jean Jaurès à Carbonne

Considérant qu'il convient d'assurer la circulation des piétons pendant les travaux de réfection enduit et façade au 28 rue Jean Jaurès du 30 Novembre au 15 Décembre 2023

ARRETONS

<u>Article 1^{er}</u>: Pendant les travaux de réfection enduit et façade au 28 rue Jean Jaurès du 30 Novembre au 15 Décembre 2023,

le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

 pose d'un échafaudage devant le 28 rue Jean Jaurès, les piétons seront invités à circuler sur le trottoir d'en face,

L'accès aux riverains et la circulation rue Jean Jaurès seront toujours assurés. Les travaux seront interdits les jeudi matin pendant toute la durée du marché. Article 2: La signalisation temporaire réglementaire sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux, qui sera responsable du défaut ou de l'insuffisance de celle-ci.

<u>Article 3</u>: La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : <u>elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie</u> sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

<u>Article 4</u>: Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5: Ampliation sera donnée à:

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Carbonne,
- Madame la Directrice Générale des services,
- Monsieur le Chef de service de Police municipale,
- Monsieur LAFONTAS Laurent,

Fait à CARBONNE, Le 27 Décembre 2023

Le Maire 🖈
Denis TURREL

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 Rue Raymond IV BP 7007 31068 TOULOUSE Cedex 7.